

Québec français



Dix ans d'éveil et d'action

Émile Bessette

Number 27, October 1977

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/56649ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Bessette, É. (1977). Dix ans d'éveil et d'action. *Québec français*, (27), 12-12.

Dix ans d'éveil et d'action

En avril 1967, l'ACELF réunissait à Montréal des professeurs de français venus de toutes les provinces canadiennes et les invitait à former une association professionnelle. Le projet fut vite repoussé par une bonne majorité des présents, à cause de la trop grande diversité d'intérêt entre les collègues du Québec et ceux des provinces anglophones. Il n'est pas inutile de le rappeler, c'est la spécificité des problèmes posés par l'enseignement d'une langue à la fois maternelle et nationale, c'est aussi le refus d'être neutralisés dans le regroupement pan-canadien proposé et d'y gaspiller leurs énergies en pure perte quand des questions et des besoins urgents attendaient ici des réponses, qu'une centaine de professeurs québécois décidèrent séance tenante de fonder leur propre association. Il fallait d'abord se donner une existence nette et entière avant de songer à s'associer à qui que ce soit. Il était déjà clair que notre action pédagogique ne pouvait trouver son sens qu'en relation étroite avec un milieu socio-culturel distinct et à l'intérieur d'un projet collectif que la « révolution tranquille » ne faisait que commencer à formuler. Le nouvel esprit et de l'école québécoise et des programmes de français, les modes de notre apprentissage de la langue maternelle, le rôle de notre littérature nationale (dont l'existence même était encore niée) restaient à définir, concrètement, par rapport à ce processus d'identification culturelle, cette marche à l'affirmation tranquille où nous étions tous engagés.

Ainsi, dès sa fondation, l'Association québécoise des professeurs de français s'est elle-même définie comme un lieu de réflexion pédagogique, un facteur de cohésion et de cohérence, et un agent de changement.

C'était l'époque où les progrès rapides de la scolarisation bouleversaient la routine confortable des professeurs de français, les forçaient à s'interroger sérieusement sur les objectifs et les méthodes de leur enseignement, mettaient violemment en lumière l'inadéquation des programmes, des manuels et autres instruments didactiques et rendaient aiguë, impossible à ignorer la question de la norme linguistique. Au même moment, le ministère de l'Éducation hésitait à lancer les nouveaux programmes-cadres de français pour l'élémentaire et le secondaire. Les universités, nouvellement chargées de la formation des maîtres, ne savaient pas trop bien comment elles allaient remplacer les écoles normales et répondre encore aux attentes des enseignants en exercice. Lors des premiers congrès, les membres de l'Association, venus de partout au Québec et oeuvrant de l'élémentaire à l'université, jetèrent sur la table de discussion et de travail tous les problèmes à la fois, des plus fondamentaux aux plus particuliers, de l'orientation des programmes à la didactique de l'ortho-

graphe. Pour répondre à tant de questions et de besoins, il fallait les situer dans leur perspective la plus large et la plus juste possible. L'AQPF devait sans tarder, et en se basant sur l'expérience quotidienne de ses membres, dégager et adopter les principes pédagogiques qui assureraient la cohérence de ses options; mais aussi prendre parti et passer résolument à l'action.

Très tôt, l'AQPF a opté pour une école démocratique qui travaille, non pas à l'élévation d'une élite, mais au relèvement de tout un peuple. Elle a opté pour une didactique qui parte de la réalité socio-culturelle de l'enfant, en particulier de sa langue, et s'en serve pour accroître au maximum ses ressources d'expression et de communication. Elle a posé que l'enseignement de la langue maternelle doit s'articuler suivant un processus de formation continue et intégrée. Elle a rappelé le rôle primordial de la langue maternelle dans la culture des individus et des peuples. Il n'est pas difficile de rattacher à un ou plusieurs de ces principes les positions, nettes et cohérentes dans l'ensemble, que l'AQPF a prises et continuera de défendre aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Rappelons-en quelques-unes. L'AQPF a tout de suite dénoncé la pénurie d'instruments didactiques et culturels dont souffraient nombre d'écoles, surtout en milieu défavorisé. Elle a appuyé les programmes-cadres, parce qu'ils postulaient un large fonds de formation commune, une stimulation constante de la liberté d'expression, une flexibilité capable de respecter et d'exploiter les différences individuelles, sociales et régionales; parce qu'ils visaient plus à la performance qu'à la compétence linguistique. Disons, en passant, qu'elle est loin d'avoir patronné, comme d'aucuns le pensent, tous les avatars, encore moins les démissions et les contradictions, auxquels a donné lieu leur mise en application, toujours fort réduite d'ailleurs. C'est encore au nom d'une indispensable formation générale, qui est aussi formation collective, que l'AQPF a réclamé le maintien de tronc commun obligatoire dans les programmes de français des collèges. Sur un autre plan, tout en marquant la nécessité d'une norme linguistique apte à mettre la francophonie entière à la portée de l'étudiant québécois, l'AQPF la veut réaliste, vraiment accessible, souple et intégrative dans ses modes d'application, afin de dépasser l'opposition artificielle entre langage populaire et langue normalisée. Dans le même mouvement s'inscrit le rejet d'une pédagogie correctrice, en faveur d'une pédagogie de la créativité et de la communication, de même que le refus des moyens d'évaluation stéréotypés, faussement « objectifs ». Convaincus du rôle essentiel et omniprésent de la langue maternelle dans l'éducation de la sensibilité et de la pensée, nous avons combattu toute réduction des cours de français et l'introduction prématurée des langues étrangères dans les programmes; nous avons recommandé l'étude de notre littérature; nous avons réclamé le redressement de la situation du français dans notre société qui ruinait de cent manières les efforts déployés à l'école. Dès 1968 l'AQPF rappelait en commission parlementaire que la langue est un bien collectif et national que l'État a le devoir de défendre contre l'impuissan-

ce et souvent l'insouciance des individus ou les manoeuvres de certains groupes. On voit dans quelle logique l'AQPF a été amenée finalement à réclamer des gouvernements successifs une politique globale et cohérente de la langue française au Québec. Logique que je n'hésite pas à qualifier de pédagogique, au sens d'une pédagogie collective, globale elle aussi, qui redonne à l'école son sens et son efficacité. Ainsi faut-il dépasser une autre fausse opposition entre l'action pédagogique et l'action politique de notre Association.

Ces prises de position, et d'autres encore ont accompagné, orienté, ponctué l'abondance et la diversité des activités destinées à répondre de façon plus immédiate et plus précise aux préoccupations professionnelles de nos membres. Congrès, journées pédagogiques, groupes d'étude, tant nationaux que régionaux, comités conjoints avec le ministère de l'Éducation, bulletin et revue ont permis d'aborder un nombre remarquable d'éléments et d'aspects de notre enseignement, si l'on tient compte de nos modestes ressources. Sans entrer dans les détails, soulignons plutôt l'esprit qui a présidé à ces activités: abattre les cloisons entre les niveaux scolaires; faire connaître les expériences pédagogiques; rapprocher les spécialistes et les praticiens; favoriser les discussions libres et franches, à l'abri de toute structure d'autorité et de tout parti pris; partir des besoins exprimés par la base; consulter les membres dans toute la mesure du possible — nul n'ignore le coût, en temps et en argent, de la consultation démocratique! Fort heureusement, depuis quelques années, l'AQPF s'est donné un auxiliaire précieux avec la revue *Québec Français*, la meilleure réalisation peut-être de ses dix premières années d'existence. Chacun peut y trouver une information variée et substantielle, chacun peut s'y exprimer librement, et elle est soumise au regard de nos assemblées générales.

Bien sûr, tout n'a pas été parfait, les résultats n'ont pas toujours répondu aux intentions, bien des objectifs nous échappent encore. Qu'on juge nos programmes trop ambitieux, nos critiques parfois brutales, qu'on nous reproche quelques erreurs, je le veux bien; mais on ne saurait nous taxer d'inaction, de pusillanimité ou de compromission. Tel qu'il est, le tableau de cette première décennie ne me déplaît pas. Mais il n'est pas question non plus de nous en contenter. Tour-nons-nous résolument vers l'avenir. Les derniers événements qui ont illustré le Québec, s'ils permettent les plus grands espoirs, nous fixent aussi des tâches de plus en plus exigeantes. L'AQPF n'a pas les ressources matérielles, ni surtout les ressources humaines pour les remplir avec l'esprit d'initiative et l'approfondissement qui s'imposent. Il lui faut tripler le nombre de ses membres. C'est à tous les professeurs de français que je m'adresse. Cette Association a besoin de vous. Cette Association est l'atelier où nous pouvons décider de ce que nous serons durant la prochaine décennie.

Émile BESSETTE
Président fondateur